



Déclaration Liminaire

CCE d'ERDF

Séance du 25 février 2016

3^e Déclaration liminaire des élus FNME-CGT

Dégradation sociale et responsabilité des Directions : La CGT signifie la rupture du dialogue social

Monsieur le Président,

Nous sommes intervenus à plusieurs reprises sur le décalage manifeste entre les politiques nationales et leur application locale. Ces alertes sont restées sans effet puisque loin de s'améliorer la situation sociale dans les unités se dégrade chaque jour, de plus en plus et de plus en plus vite.

Nous mettons clairement en cause la responsabilité d'individus, responsables d'unités ou RH, identifiés par la CGT et connus des directions nationales. Qu'il s'agisse d'incompétence ou de volonté de nuire, peu importe.

Nous mettons clairement en cause la responsabilité des Directions Nationales. Incapables d'imposer leur volonté ou soutenant volontairement les individus précités, peu importe.

De plus, chaque Direction Nationale semble poursuivre des objectifs qui lui sont propres : le travail en silo nuit à un portage cohérent des dossiers et sert plus à conforter des pouvoirs personnels qu'à des synergies... Sans même parler de l'absence d'écoute de certaines de ces Directions qui ont décidé de faire fi de tout dialogue social, par exemples la DSI ou la Direction Technique dans certains dossiers.

Nous mettons enfin en cause le Président d'ERDF, Philippe MONLOUBOU, premier responsable de la situation actuelle. Absence de volonté politique ou calcul stratégique, peu importe.

En tout cas, la situation est devenue insupportable pour les salariés et nos organisations.

Il y a un réel problème d'autorité et de gouvernance dans notre entreprise, qui se traduit par une remise en cause de fait des orientations politiques initiées depuis 2010 et met en péril l'entreprise et ses salariés.

Les discours oiseux sur les valeurs et l'éthique sont chaque jour mis à mal.

L'irrespect et le mépris redeviennent une norme, ainsi que la chasse au militant CGT.

A l'externe, ce n'est guère plus brillant : ERDF laisse faire et se laisse faire, « se couche » systématiquement face aux injonctions de la CRE, des Pouvoirs Publics, du Groupe.

C'est pourquoi nous sommes aujourd'hui contraints de modifier notre positionnement politique global vis-à-vis des politiques de l'entreprise, de ses dirigeants, et donc notre posture sur l'ensemble des dossiers d'organisation de l'entreprise.

En effet, la CGT n'entend pas être instrumentalisée au service d'intérêts qui ne sont pas les siens, et encore moins ceux du personnel. Pour quel résultat ? Pour quel bénéfice ?

Cette rupture est sans doute le seul moyen de faire comprendre l'urgence de la situation, de montrer que les alertes de la CGT doivent être prises au sérieux et traitées.

C'est le seul moyen d'un retour à une cohérence entre les discours et les actes, partout et pour tous.

La CGT n'accepte pas la dérive actuelle qui s'apparente à un renversement de tendance à 180°, mais sans le dire ouvertement, de manière larvée et hypocrite. La situation doit être éclaircie.

Quant à la position CGT, elle est sans ambiguïté : si la Direction veut mener une stratégie de la tension, du fait accompli, et favoriser le conflit, la CGT répondra présent car nous continuerons à défendre les intérêts des salariés et le modèle actuel du Distributeur.

Si au contraire la Direction veut nous accompagner demain comme hier dans cette voie de la défense du service public et promouvoir à l'interne des réformes porteuses d'avenir, avec et pour le personnel, ainsi que des modes de relations sociales progressistes... Alors elle doit en apporter des preuves concrètes maintenant.

La CGT est ouverte à cette reprise d'un dialogue serein, loyal, constructif, sur la base d'objectifs partagés, clarifiés. Mais cela ne sera possible que si la Direction apure le passif au local et au national...ce qui veut dire un règlement immédiat des situations les plus criantes restant en souffrance :

- Arrêt immédiat des expérimentations locales hors cadre national et annulation de toutes les décisions prises sur ces bases
- Mise en place d'une méthodologie de concertation nationale et locale, avec y compris un agenda social précis et coordonné national/local
- Respect des accords et engagements pris (astreinte, taux de promotions de 12% hors transformation, ...)
- Pause dans les réorganisations avec remise à niveau du portage des dossiers partout où cela est nécessaire...Retrait des projets présentés en local hors de tout cadre (exemple des publications de postes et des descriptions d'emplois, politique locale de mobilité...)
- Mise en place des projets nationaux en cours dans le strict respect du cadrage national
- Interdiction de toute « anticipation » et de toute modification des dossiers nationaux ou notes internes. Interdiction de toute note locale.
- Règlement des situations individuelles liées aux activités militantes
- Réexamen des procédures de disciplines engagées
- Réaffirmation de l'autorité nationale et des principes de gouvernance (y compris via les DD). Arrêt immédiat du principe du « local » fort et de la subsidiarité, compris et interprétés comme un blanc seing à une quasi indépendance des régions
- Nomination d'un Directeur Opérationnel avec toute autorité
- Départ immédiat des managers responsables d'unité et/ou RH en décalage manifeste avec les valeurs de l'entreprise et empêchant volontairement l'instauration d'un dialogue social correct
- Règlement immédiat des dossiers locaux en souffrance (exemple de MOURENX ou de l'UOI) sur la base d'une cohérence avec les orientations contenues dans les dossiers nationaux

La CGT reste disponible pour une négociation globale « National/Local » intégrant ces différents points et normalisant le dialogue social et les modes de management partout.